



HAL
open science

Tendances démographiques en Russie et dans les pays du Caucase et d'Asie centrale

Cecile Lefevre

► **To cite this version:**

Cecile Lefevre. Tendances démographiques en Russie et dans les pays du Caucase et d'Asie centrale. Les Études du CERI, 2016, Regards sur l'Eurasie, 219-220, pp.50-57. hal-04303246

HAL Id: hal-04303246

<https://sciencespo.hal.science/hal-04303246v1>

Submitted on 22 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

Tendances démographiques en Russie et dans les pays du Caucase et d'Asie centrale *par Cécile Lefèvre*

Depuis la fin de l'URSS et jusqu'en 2012, la population de la Russie a significativement diminué d'environ 5 millions d'habitants. Elle est passée de 148,3 millions, son maximum en 1993, à 142,7 millions en 2009, point le plus bas. La décroissance de la population semble aujourd'hui très conjoncturellement enrayée et la tendance est même inversée dans les statistiques officielles de 2015 (voir graphique A), car elles intègrent désormais le nouveau « district fédéral de Crimée » et les migrants russophones d'Ukraine orientale venus s'installer en Russie, ce qui a fait croître mécaniquement la population d'environ 2 millions d'habitants.

Une périodisation du discours politique russe sur la situation démographique

Ce que l'on a appelé la « croix russe », c'est-à-dire le moment où le nombre des décès est devenu supérieur de manière durable à celui des naissances, en 1992 (graphique C), était déjà une source d'inquiétude tout au long des années 1990, mais les préoccupations liées à la crise économique, à la désindustrialisation, à la montée de la pauvreté prenaient alors le pas sur une réflexion démographique de moyen terme.

La démographie est devenue un sujet de déclarations catastrophistes dans les médias et un thème important des déclarations politiques au cours des années 2000. Vladimir Poutine a ainsi fait adopter à partir de 2005 le programme « Conception de la politique démographique de la Russie à horizon 2025 ». C'est dans ce climat qu'a été mise en place une politique familiale explicitement nataliste, avec l'instauration en 2007 du dispositif de « capital maternel » (voir *infra*), et que l'on a observé une convergence des discours du gouvernement et de l'Eglise orthodoxe sur la valorisation de la famille dite traditionnelle.

Les années 2010 marquent une nouvelle étape : l'argument démographique est toujours un motif d'inquiétude, mais il est de plus en plus mêlé à un discours nationaliste, patriotique, de défense du territoire national. En 2012, dans son adresse annuelle à la nation, Vladimir Poutine a rappelé que la Russie devait concevoir plus d'enfants afin de « préserver le territoire russe de la pauvreté », et que la famille de trois enfants devait devenir la norme. Faute de quoi :

« [la Russie] sera un pays pauvre, vieillissant et incapable de préserver son indépendance et même son territoire (...). Si la nation n'est pas capable de se préserver et de se reproduire (...), alors on n'a même pas besoin d'un ennemi extérieur, car tout s'écroulera tout seul ».

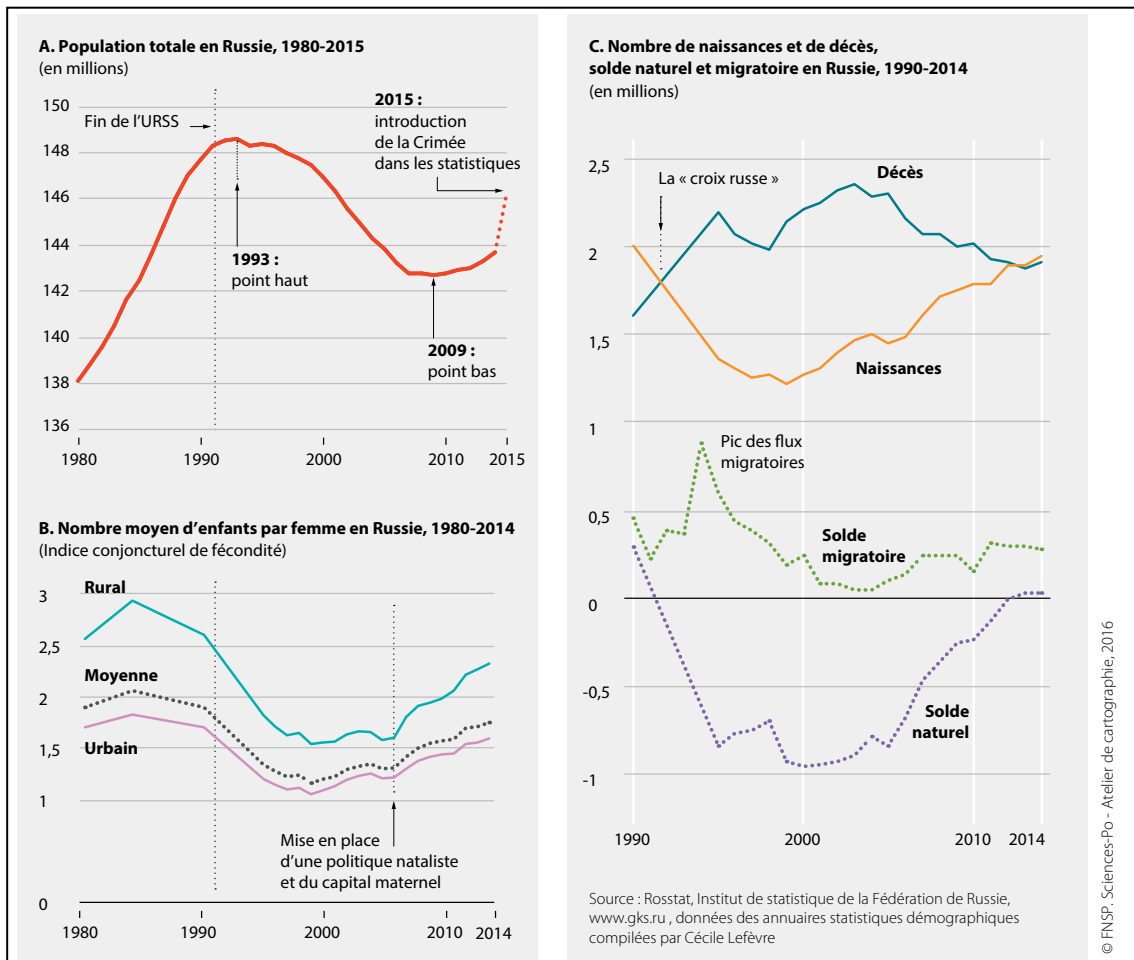
Plus récemment, l'argument démographique a pu être mobilisé comme un motif de satisfaction de la part du gouvernement, qui s'appuie sur toute amélioration des indicateurs. En avril 2014, le Premier ministre Dmitri Medvedev a ainsi souligné que pour la première fois en vingt ans, il était apparu un excédent naturel de la population de plus de 20 000 personnes (graphique C) en 2013 et 2014. Les premières données concernant l'année 2015 indiquent cependant qu'il est redevenu légèrement négatif.

L'indice conjoncturel de fécondité est également avancé comme un indicateur de succès de la nouvelle politique gouvernementale pronataliste. Il a effectivement augmenté tout au long des années 2000 (graphique B) et particulièrement depuis 2007, même s'il reste sous le seuil de renouvellement des générations (2,1 enfants par femme), alors qu'il avait connu une chute brutale et atteint son point le plus bas – 1,16 en moyenne – en 1999. En 2014, il était de 1,75.

Une politique nataliste fortement médiatisée

Cette nouvelle politique comprend un ensemble de mesures (création de journées de fêtes nationales dédiées à la famille et à la natalité, durcissement des conditions d'accès à l'avortement...) et repose principalement depuis 2007 sur le dispositif fédéral dit « capital maternel » (*materinskii kapital*). Celui-ci est attribué à la mère (au père dans des situations

Démographie russe, 1980-2015



particulières) lors de la naissance ou de l'adoption d'un deuxième enfant : il s'agit d'une allocation ponctuelle d'un montant élevé, actuellement de l'ordre de 8 000 euros. Mais, point particulier du dispositif, l'arrivée de l'enfant ne déclenche pas directement le versement de cette allocation : il ouvre un « droit de tirage » sur cette somme, sous trois conditions d'utilisation bien précises. Le capital maternel doit servir à financer les études des enfants, à alimenter l'épargne de retraite de la mère, ou à améliorer ses conditions de logement. C'est ce dernier type d'utilisation qui est plébiscité par plus de 90 % des bénéficiaires.

Les indicateurs de fécondité sont très différents entre la ville et la campagne : le nombre moyen d'enfants par femme est de 1,58 dans les villes, où vivent les trois quarts de la population russe, et de 2,34 en zone rurale (graphique B). Ils diffèrent aussi selon les régions, qui ont été enjointes à compléter le dispositif par un « capital maternel régional » s'ajoutant à l'allocation fédérale, *a priori* pour encourager les troisièmes naissances. Cette politique de soutien à la natalité à deux niveaux, un socle fédéral (du même montant pour toute la Russie mais dont la valeur réelle sur le marché de l'immobilier est très variable selon les territoires) et des dispositifs régionaux, divers en termes de montants attribués, de conditions d'éligibilité et d'usage du « capital », contribue à accentuer les différenciations régionales de fécondité¹.

Ce dispositif explique-t-il la reprise observée de l'indice conjoncturel de fécondité ? Un certain nombre de démographes sont circonspects sur l'effet de la mesure à moyen terme² et expliquent la remontée conjoncturelle de la fécondité comme un effet de structure : c'est au cours des années récentes que les générations de femmes âgées de 18 à 29 ans ont été les plus nombreuses. Le nombre des femmes de cette tranche d'âge (où se situent environ les trois quarts des naissances) a connu un pic dans les années 2007-2008 (plus de 14 millions de femmes nées dans les années 1980, période où la natalité a été relativement soutenue). Cet effet de structure ou de cohorte a été renforcé par un effet de calendrier : les femmes souhaitant avoir deux enfants ont pu anticiper la naissance du second afin d'être sûres de bénéficier du capital maternel. Mais il va s'estomper mécaniquement : ces jeunes femmes ne seront plus que 12 millions en 2016 et moins de 9 millions après 2020 (du fait du rétrécissement de la base de la pyramide des années 1990).

Vladimir Poutine a annoncé le 3 décembre 2015 que le dispositif, prévu initialement pour être temporaire, de 2007 à 2016, serait prolongé de deux ans. Même si elle est contestée par certains en raison de son coût budgétaire, en période de crise économique, cette politique très médiatisée participe en effet fortement au discours patriotique gouvernemental.

¹ A. Tindik et S. Birioukova, « La géographie de la natalité en Russie », *Demoscope*, n° 635-636, mars-avril 2015, en russe (www.demoscope.ru).

² T. Frejka et S. Zakharov, « The apparent failure of Russia pronatalist family policies », *Population and Development Review*, Vol. 39, n° 4, 2013, pp. 635-645 ; V. Elizarov et V. Levin, « Family policies in Russia : could efforts to raise fertility rates slow population aging ? » Russian Federation Aging Project, World Bank, 2015 (<http://documents.worldbank.org/curated/en/2015/09/25045632/family-policies-russia-efforts-raise-fertility-rates-slow-population-aging>).

La campagne de politique nataliste en quelques affiches

Пенсионный фонд Российской Федерации
www.pfrf.ru

**МАТЕРИНСКИЙ КАПИТАЛ
для СЕМЕЙНОГО
Благополучия!**

365 698 РУБЛЕЙ

↑ РАСТЕТ С КАЖДЫМ ГОДОМ

**ПОРА РОЖАТЬ
ВТОРОГО!**

*Le Capital maternel pour le bien-être de la famille..
365 698 roubles
Augmente chaque année
C'est le temps d'avoir un deuxième enfant !
Je veux un petit frère !*

**Любовь
к Родине
начинается
с семьи.**

Ф. Бэкон

*L'amour pour la patrie commence avec la famille.
(F. Bacon)*

**Стране нужны
ваши рекорды**

Каждую минуту в России
рождается 3 человека

*Le pays a besoin de vos « records ». En Russie, il y
a trois naissances chaque minute*

**Они родились
третьими...**

Юрий Алексеевич Гагарин
(1934 – 1968)

Русский летчик,
Первый в мире космонавт

*Ils sont nés troisième...
Iouri Gagarine, premier cosmonaute dans l'espace
Campagne de l'association « Famille » (www.cemya.org)*

Santé et espérance de vie : des améliorations fragiles

Le mouvement de décroissance de la population qui s'était amorcé dans les années 1990 était également lié à la baisse de l'espérance de vie, inédite dans un pays occidental en temps de paix et en l'absence de catastrophe naturelle. Baisse qui a été encore plus marquée pour les hommes que pour les femmes. L'espérance de vie des hommes, particulièrement faible comparée à ce que l'on observe dans les pays européens et occidentaux, est passée en effet pendant plusieurs années en dessous du seuil symbolique de 60 ans (1993-1996 et 1999-2006). En plus longue période, on observe que la Russie a connu dès les années 1960 une stagnation de l'espérance de vie (graphique D). On a souvent expliqué cela par le manque d'inflexion à l'époque des programmes de lutte contre les maladies infectieuses vers une politique plus axée sur la prévention des maladies chroniques, des pathologies cardio-vasculaires et de l'alcoolisme.

Depuis 2005 cependant, on observe pour les hommes comme pour les femmes une augmentation continue de l'espérance de vie à la naissance, de plus de six mois en moyenne par an. Malgré cette croissance rapide, celle des hommes a tout juste retrouvé en 2012 son niveau de 1965 (64,5 ans).

Un des grands principes avancés par le pouvoir soviétique était celui d'un système de santé universel et gratuit. Il existe toujours un système de santé public, décentralisé, dans lequel théoriquement les consultations et soins de base sont gratuits. Mais la majeure partie des frais d'hospitalisation et des médicaments sont payants, sauf dans le cas de certaines maladies graves et pour les plus démunis. Le secteur privé s'est aussi développé. Un système de soins à plusieurs vitesses s'est donc mis en place, à la fois en termes de tarification et d'offre sur le territoire. Depuis quelques années, le secteur de la santé connaît à nouveau de profondes réformes « de rationalisation » (suppression et fusion d'hôpitaux à Moscou, licenciement des médecins âgés) qui ont suscité quelques manifestations. Mais le système de santé souffre surtout d'un sous-financement pointé par l'OCDE (les dépenses publiques et privées de santé ne représentent que 6,5 % du PIB contre plus de 9 % en moyenne dans l'OCDE). Et la part des dépenses de santé assumée directement par la population (*out of pocket*) est passée de 11 % en 1994 à environ un tiers aujourd'hui.

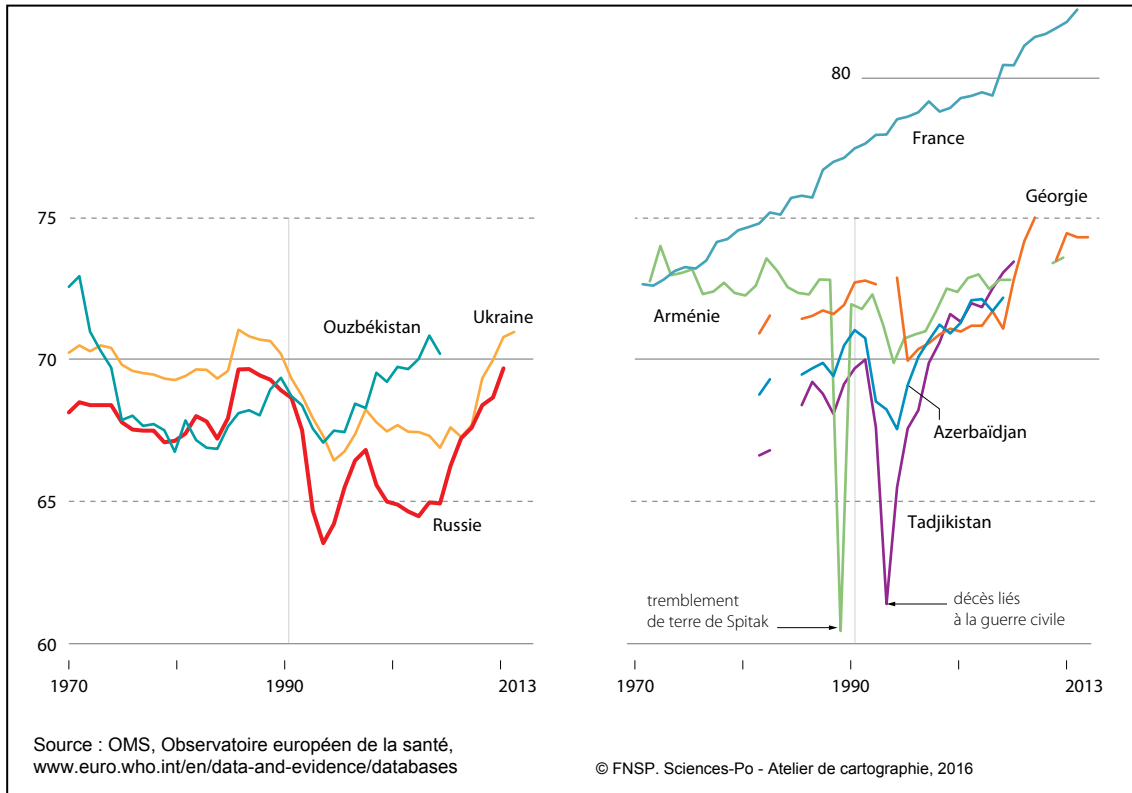
La mortalité reste donc à des niveaux élevés (13,2 ‰ en 2013), notamment chez les hommes : seuls 60 % d'entre eux vivent jusqu'à l'âge de la retraite (60 ans). Cette situation pose une question de santé publique (lutte contre l'alcoolisme, le tabagisme, les accidents de la route), mais aussi de déficit sur le marché du travail.

Projections, marché du travail et migrations

Selon les projections des Nations unies de juillet 2015, la population de la Russie devrait continuer à diminuer sensiblement, et atteindre en 2050 entre 115 et 143 millions au plus, l'hypothèse moyenne étant 129 millions.

Ce mouvement va entraîner une augmentation des tensions sur le marché du travail à moyen terme. Actuellement, les besoins de main-d'œuvre sont déjà importants et liés à la surmortalité

Graphique D
Espérance de vie à la naissance, 1970-2013



des hommes actifs d'âge mûr. La population active diminue chaque année, et le nombre de Russes en âge de travailler, évaluée par l'institut de statistiques russe (Rosstat) à 84 millions en 2014, pourrait chuter de 7 à 8 millions de personnes d'ici 2025, ce qui est particulièrement préoccupant dans les régions déjà peu densément peuplées de Sibérie et d'Extrême-Orient.

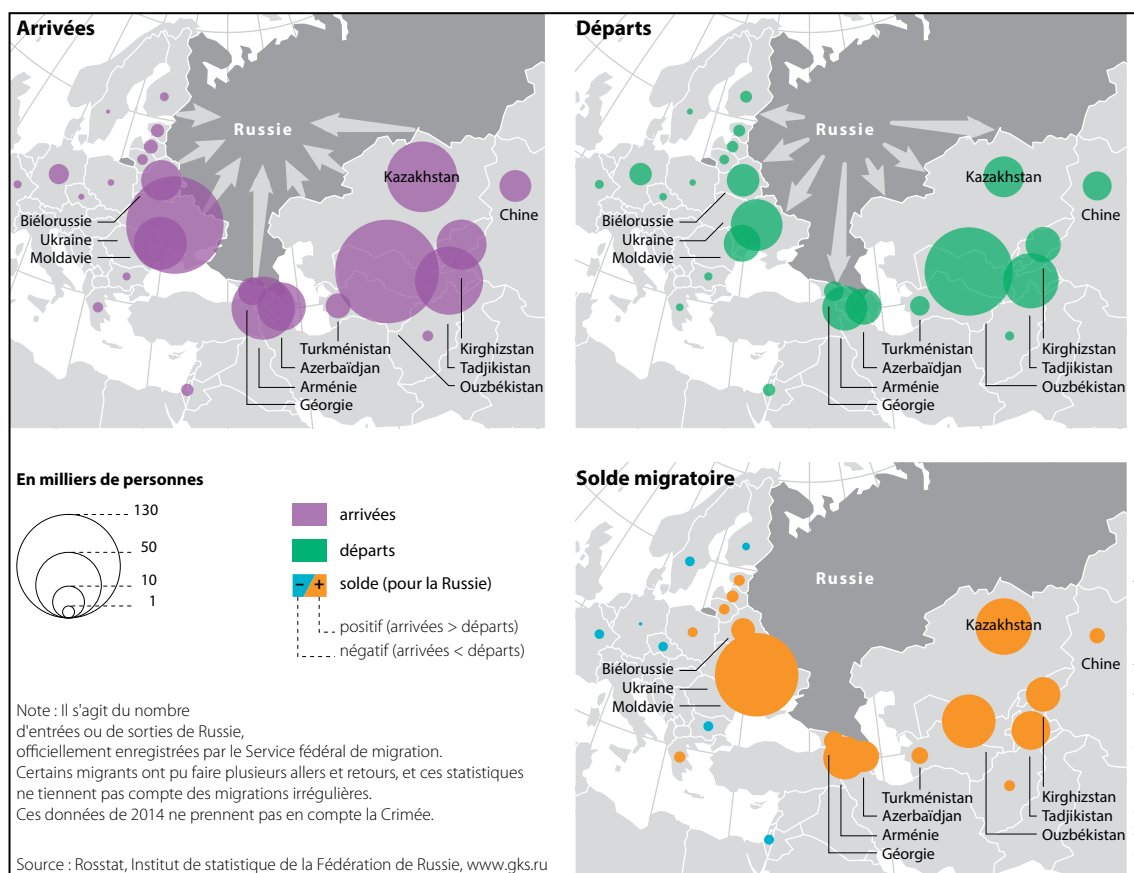
Une nouvelle politique d'encouragement à l'immigration est officiellement affichée pour faire face à cette décroissance et plus particulièrement à l'insuffisance de la population active dans certains secteurs d'activité. Le solde migratoire de la Russie est effectivement régulièrement positif (voir graphique E), même s'il a connu des variations importantes. Mais il reste modéré rapporté à la population et à la taille du territoire, tandis qu'il joue un rôle majeur pour les pays de départ, ex-Républiques soviétiques du Sud.

La situation démographique des pays du Caucase et d'Asie centrale

Près de 90 % des migrants arrivant en Russie viennent des pays de la Communauté des Etats indépendants et notamment des pays d'Asie centrale et du Caucase : les principaux Etats de provenance en 2014 étaient l'Ouzbékistan, l'Ukraine, le Kazakhstan, le Tadjikistan et l'Arménie. Hors CEI, les deux premiers pays de provenance sont la Chine et la Géorgie.

Une nouvelle tendance se dessine : l'émigration reste importante mais les flux de retour et les migrations circulaires s'intensifient également depuis 2012, en lien avec la crise économique

Graphique E La Russie et ses migrations, 2014



qui sévit en Russie. Qu'il s'agisse de l'Azerbaïdjan, de l'Arménie, de l'Ouzbékistan ou du Tadjikistan, on observe à la fois une croissance du nombre des arrivées en Russie (officiellement enregistrées, ce qui constitue donc une estimation basse), mais aussi une croissance des départs de Russie, et au final une diminution du solde migratoire net entre 2012 et 2014.

Au-delà de cette tendance commune concernant les flux migratoires, le Caucase et l'Asie centrale se différencient fortement en matière de fécondité et de structure de la population.

En ce qui concerne le niveau de fécondité, on observe clairement une dichotomie. Les trois pays du Caucase connaissent actuellement un taux de fécondité inférieur (Arménie et Géorgie) ou proche (Azerbaïdjan) du seuil de renouvellement des générations. On a observé au cours des années 1990 et 2000 une très forte diminution du nombre moyen d'enfants par femme en Géorgie et surtout en Arménie, où un minimum de 1,02 a été atteint en 2001 alors qu'il était de 2,6 dix ans plus tôt. Cette diminution de la fécondité s'est accompagnée dans les trois pays du Caucase d'une augmentation du taux de masculinité à la naissance (*sex-ratio*), qui résulte du développement de la pratique d'avortements sélectifs. Cette tendance, qui s'est stabilisée voire a un peu diminué au cours des années récentes, s'explique par un faisceau de facteurs socioéconomiques, culturels et médicaux³.

³ S. Hohmann, C. Lefèvre, M. Garenne, « A framework for analyzing sex-selective abortion : The example

Le nombre moyen d'enfants par femme est au contraire toujours supérieur à 2,1 dans les pays d'Asie centrale : 2,3 à 2,5 pour le Turkménistan, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, et même supérieur à 3 au Tadjikistan et au Kirghizstan. Cela correspond à un schéma de transition démographique diversement avancé : la fécondité est assez élevée dans ces pays mais la mortalité infantile également, excepté au Kazakhstan. Cela renvoie surtout à des dynamiques et des structures de population différentes. C'est en Géorgie que le vieillissement de la population est le plus fort (et le plus semblable à celui des pays occidentaux), avec une proportion de personnes âgées de 65 ans et plus supérieure à celle des moins de 15 ans. L'Arménie a une structure assez proche. Le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan sont dans une situation intermédiaire, et les quatre pays d'Asie centrale se caractérisent par une population jeune, composée pour près d'un tiers par des enfants de moins de 15 ans, et une population âgée de plus de 65 ans représentant seulement 5 à 6 %. Ce dernier trait est dû à la fois à un effet de structure relative de la population, et à une espérance de vie qui reste assez faible en Asie centrale, même si elle a plutôt connu une croissance autour des années 2000 en Ouzbékistan et au Tadjikistan, et qu'elle y est un peu plus élevée pour les hommes qu'en Russie, excepté au Turkménistan. Les pays du Caucase se distinguent en affichant les espérances de vie les plus élevées (graphique D), ce qui est souvent mis en relation avec une meilleure alimentation et un moindre alcoolisme qu'en Russie, ainsi qu'avec un système de santé de meilleure réputation en Géorgie et en Arménie que dans les autres Républiques du sud de l'ex-URSS⁴.

Quelles sont les perspectives démographiques pour ces pays d'Eurasie ? Tout d'abord il s'agit de petits pays de ce point de vue. Excepté l'Ouzbékistan (près de 29 millions d'habitants) et le Kazakhstan (16,4 millions d'habitants, répartis sur un grand espace peu densément peuplé), les autres Etats comptent moins de 10 millions d'habitants, ce qui limite leur poids démographique dans les configurations géopolitiques. L'Arménie et la Géorgie connaissent comme la Russie une diminution de leur population, liée à la faible fécondité mais surtout à l'émigration importante des personnes d'âge actif, ce qui constitue un sujet d'inquiétude pour ces pays. La situation est légèrement différente en Azerbaïdjan en raison d'indicateurs de fécondité un peu meilleurs et surtout d'un contexte économique plus porteur en raison des exportations pétrolières. Les Etats d'Asie centrale en croissance démographique restent fortement pourvoyeurs de main-d'œuvre en Russie (notamment l'Ouzbékistan et le Tadjikistan), et leurs principaux enjeux en matière de politique de population se situent surtout dans la baisse de la mortalité et plus globalement dans l'amélioration des conditions sanitaires.

of changing sex ratios in Southern Caucasus », *International Journal of Woman's Health*, octobre 2014, Vol. 6, pp. 889-897.

⁴ C. Lefèvre, S. Hohmann, « Post-Soviet transformations of health systems in the South Caucasus (Armenia, Azerbaijan, Georgia) », *Central Asian Affairs*, 2014, n° 1.1, pp. 48-70.